



Lille, le 27/06/2025

Ce CSA s'ouvre dans un contexte toujours plus sombre pour nos métiers, nos missions et pour les usager-es de nos services.

La mobilité vient de passer et a laissé de nombreux collègues au bord de la route de la mutation, faute de postes ouverts.

Les annonces populistes sur la Justice et la prison n'en finissent plus et ont un point commun : **l'absence totale de prise en compte de nos missions** et de notre savoir-faire en matière de travail social, d'insertion et de lutte contre le fait délinquant.

On annonce aujourd'hui des places de semi-liberté dans notre département : 100 à Lille, 76 à Maubeuge, à l'horizon 2026/2027, dans des bâtiments « modulaires » (des préfabriqués soi-disant aussi solides que des bâtiments en dur..). Encore une fois, **AUCUNE mention du SPIP dans ces annonces**. A croire qu'une semi-liberté n'est qu'une modalité d'exécution d'une peine, qui ne nécessite aucun accompagnement social... Où est la DAP pour faire de la pédagogie et expliquer comment ça se passe sur le terrain ? Qu'un semi-libre demande un sacré travail, entre modification horaire, respect des obligations et gestion des éventuels incidents ?

La DAP est certainement trop occupée à demander à ce que les CPIP et les Directions mettent des avis défavorables aux demandes d'aménagement des personnes en situation irrégulière, quand bien même AUCUN texte ne le prévoit ! Mais l'étau se resserre toujours plus autour des personnes en situation irrégulière sous l'ère populiste et dangereusement fascisante de notre « combo » de ministres intérieur / justice, au détriment des Lois.

La DAP est certainement aussi **trop occupée à faire des listes des travailleur.e.s en SPIP qui ont eu l'outrecuidance d'adresser un mail** car s'inquiétant de leurs conditions de travail, ceci dans le cadre d'un mouvement intersyndical en cours ? A donner leurs noms aux DISP et aux DFSPIP pour des « recadrages » voire des menaces de sanctions ! Tout ça en moins de 5h. On aurait pu croire qu'ils avaient, en haut-lieu, d'autres choses plus importantes à faire.

En ce jour de CSA S au SPIP du Nord, qui a relayé ces tentatives d'intimidation quémandées par les plus hautes autorités, nous l'affirmons à nouveau : le mouvement social est toujours en cours au sein des SPIP, et nous espérons qu'il prendra encore de l'ampleur. De nombreuses organisations, administrations, syndicats, associations et partis politiques multiplient actuellement les tribunes et force et de constater que nos préoccupations convergent. **L'union fait la force et nous ne manquerons pas de le démontrer, tant il nous paraît vital aujourd'hui qu'une autre voix**

s'élève face aux multiplications des annonces toutes plus démagogiques les unes que les autres de M. Darmanin.

Le Garde des sceaux a choisi d'engager un bras de fer brutal contre les agents mobilisés quotidiennement sur le terrain, contre ceux qui assurent concrètement une mission d'intérêt public. Son obsession sécuritaire le conduit à prendre des décisions erratiques et illégales qui mettent en danger les agents de l'administration. Il ne croit pas à la réinsertion, à la seconde chance et nous ne sommes pas dupes s'agissant de la mascarade des EGIP.

Pour le ministre, la probation est réduite à un outil de désengorgement carcéral, elle n'est nullement un levier de transformation sociale.

La Justice n'est pourtant pas un décor politique. Ce n'est pas un argument de campagne. C'est un pilier de la Démocratie.

Et ceux qui la détournent pour asseoir leur pouvoir, ne méritent pas d'en être les garants.